

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UNIRE**

Route de Ste Marie  
17580 Le Bois-Plage-En-Ré

Références : 2026 UbD 16-86 Env  
Code AIOT : 0007203925

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement UNIRE implanté Route de Sainte Marie 17580 Le Bois-Plage-en-Ré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNIRE
- Les Guignardes 17580 Le Bois-Plage-en-Ré
- Code AIOT : 0007203925
- Régime : Enregistrement

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 à exploiter une distillerie composée de 9 alambics pour une capacité de charge totale de 450 hl, un stockage d'alcools de bouche dont la quantité susceptible d'être présente est de 438 m<sup>3</sup>, une production annuelle de vin de 40 000 hl, une mise en bouteille de 15 000 l/jour et un stockage en réservoir de gaz inflammable liquéfié de 42 tonnes.

Au regard des évolutions de la nomenclature des ICPE, des modifications apportées aux installations exploitées et de la proximité d'un camping au voisinage du site, une adaptation des prescriptions de cet arrêté est nécessaire.

Ainsi, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis au préfet en novembre 2017 un dossier dit de "porter-à-connaissance" de modifications afin de mettre à jour la situation administrative de l'établissement et d'adapter les conditions d'exploitation associées.

La présente visite d'inspection a porté sur les suites apportées par l'exploitant aux constats de la visite d'inspection précédente, en date du 27 novembre 2024, ayant notamment conduit à une mise en demeure par arrêté préfectoral du 28 janvier 2025 en raison :

- de l'absence de mise en œuvre dans le chai de vieillissement d'eaux-de-vie du système d'extinction automatique incendie, mesure présentée par l'exploitant dans son dossier de 2017 en vue de limiter ou supprimer tout risque pour le camping voisin ;
- de la présence de trous en partie basse des murs séparant le chai de vieillissement d'eaux-de-vie et le chai à pineaux mitoyen ;
- du déversement dans le réseau d'eaux usées collectif des eaux de lavage provenant d'aires de lavage de véhicules agricoles utilisés pour l'épandage de produits phytosanitaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise à jour des informations relatives aux installations	Code de l'environnement, article R. 181-45 et R. 181-46	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Implantation du chai de vieillissement des eaux-de-vie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Prescriptions complémentaires, Amende	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 4.1.2.2 de l'annexe I	/	Prescriptions complémentaires	3 mois
5	Accès à la bâche incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 4.1.2.2 de l'annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	État des stocks d'eaux-de-vie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3	/	Prescriptions complémentaires	3 mois
7	Rétention du chai de distillation	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Maison d'habitation mitoyenne à la distillerie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	8 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Gestion des effluents de vinification	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3.3.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Déclaration annuelle de l'eau souterraine prélevée	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
3	Séparation chai à eaux-de-vie et chais à pineaux	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
6	État des stocks d'eaux-de-vie	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3	/
9	Rapport des incidents d'implosion d'alambics	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 1.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
10	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
11	Réception et déversement d'eaux de lavage provenant d'autres installations	Code de l'environnement, article L.541-2 et L. 541-7-1	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets
13	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22.I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
14	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.1	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de cette inspection, l'inspection retient les 3 points saillants suivants :

1. La persistance de la problématique de la proximité entre le bâtiment de stockage d'eaux-de-vie et de pineaux et le camping voisin malgré une mise en demeure, qui rend nécessaire l'imposition de mesures additionnelles en vue de limiter les conséquences d'un incendie ;

2. La confirmation du statut Seveso Seuil Bas atteint par l'établissement par cumul des capacités de stockage de propane, pineaux et eaux-de-vie, qui rend nécessaire la fourniture d'une étude de dangers ou une réduction de ces capacités pour demeurer sous le seuil Seveso par cumul ;
3. La présence d'une maison d'habitation mitoyenne à la distillerie, qui rend nécessaire la fourniture d'une étude de dangers et qui conduit l'inspection à proposer des prescriptions complémentaires « conservatoires ».

Par ailleurs, les 2 points suivants, objets de la mise en demeure du 28 janvier 2025, sont considérés comme soldés, l'exploitant ayant mené les actions correctives attendues :

- Aménagement de canalisations en matériaux étanche au feu en lieu et place des trous dans les murs séparant le chai d'eaux-de-vie des chais à pineaux ;
- Arrêt de toute réception et dépotage au sein de l'établissement d'eaux de lavage provenant d'installations extérieures à l'établissement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour des informations relatives aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R. 181-45 et R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour des informations relatives aux installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>Article R. 181-45</u>  Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, (...).  (...) Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2 [dossier de demande d'autorisation].</p> <p><u>Article R. 181-46</u>  [...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  S'il y a lieu, le préfet, (...), fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.  [...]</p>
<b>Constats :</b> <p><b><u>Rappel des constats de l'inspection précédente (27/11/2024) :</u></b>  « Après examen, le dossier de « porter à connaissance » déposé en novembre 2017, en réponse au courrier du 27 juillet 2017 de la préfecture de la Charente-Maritime, ne contient pas tous les éléments d'appréciation nécessaires à la mise à jour du classement des installations et à l'adaptation</p>

des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009.

En particulier, la quantité de pineaux présente sur le site n'est pas prise en compte dans le positionnement de l'établissement vis-à-vis du statut Seveso par la règle du cumul. Or, les pineaux ayant un TAV de 17 % vol., ils présentent « des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables » et sont susceptibles d'être classés au titre de la rubrique 4755-1 de la nomenclature, entrée en vigueur en 2016 suite au décret n°2016-1661 du 5 décembre 2016.

Au vu de la quantité de pineau susceptible d'être présente indiqué dans le dossier de l'exploitant, 1 000 m<sup>3</sup>, sa prise en compte est susceptible de faire entrer l'établissement dans le statut Seveso seuil bas par la règle du cumul.

(...)

Par ailleurs, depuis 2017, de nouvelles modifications ont été apportées aux installations ou à leurs volumes d'activité :

- suppression de 2 alambics de 100 hl en vue de leur remplacement par 2 alambics de 25 hl ;
- la production de vins en 2023 a atteint 46 000 hl (supérieur aux 40 000 hl/an autorisés) et la capacité de la cuverie a été réduite à 60 000 hl. »

#### **Constats de la présente inspection :**

L'exploitant a présenté le projet de dossier de "porter-à-connaissance" qu'il a constitué avec l'appui d'un bureau d'études. Ce dossier n'est pas encore finalisé, l'exploitant n'ayant pas encore pris de décision concernant l'avenir du chai à eau-de-vie (cf. point de contrôle n°2).

Ce projet de dossier comprend l'ensemble des éléments d'appréciation listés dans le rapport de la visite d'inspection précédente du 27/11/2024.

Cependant, l'inspection est en désaccord avec les modalités de calcul appliquées pour la prise en compte des stockages de pineaux dans le positionnement du site vis-à-vis du statut Seveso par la règle du cumul. En effet, dans le calcul présenté, seule la masse d'éthanol présente dans le pineau est prise en compte. Or, la masse de liquide à prendre en compte, ayant des propriétés équivalentes à un liquide inflammable de catégorie 1 ou 2, est la masse totale du pineau (moût + eau-de-vie).

Dès lors, au vu des capacités de stockages de propane (40 t), d'eaux-de-vie (411 t) et de pineaux (1514,6 m<sup>3</sup> soit env. 1200 t) indiquées dans le projet de dossier, il apparaît que l'établissement relève du statut Seveso Seuil Bas par règle du cumul ( $40/50 + 411/5000 + 1200/5000 = 1,12 > 1$ ).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- (1) Afin de régulariser les dernières modifications apportées et afin de compléter le dossier déposé en 2017, l'exploitant doit adresser à M. le Préfet un nouveau dossier dit de "porter à connaissance" avec tous les éléments d'appréciation.
- (2) Considérant qu'en l'état actuel, l'établissement relève du statut Seveso seuil bas, l'inspection propose à M. le préfet d'exiger de la part de l'exploitant, en application de l'article R.513-2 du Code de l'environnement, la production d'une étude de dangers complète ; sauf à ce que les quantités de produits (propane, eau-de-vie et pineau) entraînant ce classement soient réduites.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> (1) Mise en demeure, respect de prescription (2) Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Implantation du chai de vieillissement des eaux-de-vie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'éloignement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) <p>Lorsque des installations de stockage déclarées antérieurement au 31 décembre 1998, ne respectent pas les distances d'isolement par rapport aux ERP définies dans l'annexe II, l'exploitant est tenu d'en informer le Préfet en indiquant les mesures de protection et de prévention qu'il propose de mettre en œuvre pour limiter ou supprimer tout risque pour les ERP. Le Préfet transmet les informations fournies au Service départemental d'incendie et de secours, au maire ainsi qu'à l'inspecteur des installations classées pour avis.</p> <p>Au vu des avis émis, le Préfet, en application de l'article L 512-12 du code de l'environnement, peut fixer par arrêté toutes prescriptions spéciales nécessaires.</p>
<b>Extrait annexe II :</b> [...] Pour les chais d'une surface supérieure à 500 m <sup>2</sup> et inférieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup> , la distance d'éloignement par rapport aux limites de propriété des tiers est supérieure ou égale à 15 m. [...] <p>La distance d'éloignement des chais par rapport aux limites d'un établissement recevant du public est au moins égale au double de celle calculée pour les tiers. Ne sont pas concernés les ERP de 5ème catégorie sans hébergement.</p>
<b>Constats :</b>  <b><u>Rappel des constats de l'inspection précédente (27/11/2024) :</u></b> « D'après le dossier de « porter-à-connaissance » de 2017, la surface du chai de vieillissement d'eau-de-vie est d'environ 620 m <sup>2</sup> . L'éloignement entre le chai de vieillissement d'eau-de-vie et le camping voisin (ERP) devrait donc être de 30 m. La distance estimée par l'inspection sur Geoportail est de 24 m au plus près entre le mur du chai de vieillissement d'eau-de-vie et le camping. De plus, cet espace est occupé par deux chais à pineaux mitoyens au chai de vieillissement d'eau-de-vie. Ainsi, les murs de l'ensemble des 3 bâtiments ne sont plus qu'à 5 m des limites du camping au plus près et 20 m au plus loin. (...) <p>Dans le dossier de « porter à connaissance » déposé en 2017, l'exploitant annonce la mise en place des mesures de protection et prévention complémentaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une part, l'aménagement d'un réseau de collecte des écoulements accidentels, d'une fosse</li> </ul>

d'extinction et d'une capacité de rétention déportée de 400 m<sup>3</sup> ;

- d'autre part, l'installation d'un système d'extinction automatique incendie dopée à l'émulseur.

Le réseau de collecte des écoulements accidentels, le bassin étouffoir et la capacité de rétention déportée annoncés ont été aménagés comme présentés dans le dossier de 2017.

Le système d'extinction automatique incendie n'a pas été installé dans le chai de vieillissement. (...) »

#### **Constats lors de la présente inspection :**

Le système d'extinction automatique incendie n'a toujours pas été installé dans le chai de vieillissement d'eau-de-vie. L'exploitant n'a pas mis en place des mesures alternatives permettant de réduire le risque d'effets dominos entre les chais à pineaux et le chai à eau-de-vie.

L'exploitant en est encore au stade de la recherche et de l'étude des différentes solutions possibles.

Par ailleurs, l'inspection relève que la capacité de rétention déportée de 400 m<sup>3</sup> est entourée d'un merlon portant la capacité totale de confinement des écoulements accidentels à 550 m<sup>3</sup>.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **(1) Rappel de la mise en demeure du 28/01/2025**

- ➔ L'exploitant doit mettre en place le système d'extinction automatique incendie (EAI) dopée à l'émulseur annoncé dans son dossier de 2017 ou des mesures de protection et de prévention alternatives permettant de limiter ou supprimer tout risque pour l'ERP voisin.
- ➔ En cas d'orientation vers des mesures alternatives, l'exploitant devra en informer M. le Préfet et l'inspection avec tous les éléments d'appréciation.

##### **(2) Mesures de réduction des risques « conservatoires »**

- ➔ Dans le délai de mise en œuvre de l'action corrective attendue (EAI ou mesure alternative), l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures de réduction des risques suivantes :
  - aménagement de l'intérieur du chai à eau-de-vie afin que la surface maximale d'un feu de nappe soit inférieure à 500 m<sup>2</sup> (cf. point de contrôle n°4) ;
  - réduction de la quantité d'eaux-de-vie stockée à 250 m<sup>3</sup> au maximum (cf. point de contrôle n°6) ;
  - installation d'un système de détection automatique incendie avec report d'alarme dans le chai à eaux-de-vie.

Ces mesures permettent de réduire le potentiel de dangers que représente le chai à eau-de-vie et de limiter les conséquences d'un incendie généralisé de ce chai, compte tenu des moyens déjà mis en place par l'exploitant.

Ces mesures font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

#### **Proposition de suites :**

- (1) Amende
- (2) Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 3 mois



### N° 3 : Séparation chai à eaux-de-vie et chais à pineaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effets dominos
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les passages dans les murs sont situés au-dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts.</p> <p>Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool du chai vers un autre bâtiment.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats de l'inspection précédente (27/11/2024) :</u></p> <p>« L'inspection a constaté en différents endroits des trous en partie basse des murs séparant le chai de vieillissement d'eaux-de-vie des chais à pineaux (...). »</p> <p><u>Constats de la présente inspection :</u></p> <p>Les trous ont été obturés par des canalisations en inox avec vannes de fermeture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 4.1.2.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Elles [les installations de stockage] sont équipées d'une réserve d'eau d'incendie d'une capacité minimale (calculée pour le chai du site ayant la plus grande surface) de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Si chai &lt; 500 m<sup>2</sup> : réserve d'eau en m<sup>3</sup> = 0,5 x surface du chai en m<sup>2</sup> ;</li><li>• Si chai &gt; 500 m<sup>2</sup> : réserve d'eau en m<sup>3</sup> = 0,9 x surface du chai en m<sup>2</sup>.</li></ul> <p>Cette réserve est augmentée, pour les chais qui ne respectent pas les distances d'éloignement définies dans l'annexe II, du volume d'eau nécessaire pour assurer la protection des bâtiments exposés sur la base de 40 m<sup>3</sup> par 30 m linéaire de façade exposée (façades ne respectant pas les distances d'éloignement).</p>
<b>Constats :</b> <p>L'établissement dispose d'une bache incendie d'une capacité de 360 m<sup>3</sup>, qui peut être complétée par un poteau incendie du réseau d'eau public permettant de fournir 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>La surface du chai à eaux-de-vie est de 620 m<sup>2</sup> d'après le dossier de "porter-à-connaissance" déposé en 2017, et ce chai est mitoyen avec 2 chais à pineaux.</p> <p>Les besoins en eau pour cette configuration sont donc évalués à 640 m<sup>3</sup> (0,9 x 620 + 2 x 40). Les moyens en eau actuellement en place sont donc insuffisants.</p> <p>Cependant, avec une réduction à moins de 500 m<sup>2</sup> de la surface maximale de feu de nappe</p>

potentielle dans le chai à eau-de-vie, les moyens en eau actuellement en place seraient suffisants.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>➔ Compte tenu de ces constats et de la problématique de proximité du bâtiment de stockage d'eaux-de-vie et de pineaux avec le camping voisin (cf. point de contrôle n°2), l'inspection demande à l'exploitant de réaliser des aménagements permettant de réduire à moins de 500 m<sup>2</sup> la surface maximale potentielle d'un feu de nappe à l'intérieur du chai à eau-de-vie.</p> <p>Cette demande fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Accès à la bâche incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 4.1.2.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume, la répartition, l'aménagement et l'équipement de ces réserves font l'objet d'un accord formel du Service Départemental d'Incendie et de Secours.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain effectuée en présence du SDIS, il a été constaté l'absence d'aménagement d'une aire de stationnement des véhicules de secours clairement matérialisée à proximité de la réserve d'eau incendie de 360 m <sup>3</sup> .  Par ailleurs, la hauteur de cette réserve a fait apparaître une incertitude sur son niveau de remplissage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>(1) L'exploitant doit, en lien avec les recommandations du SDIS, aménager et matérialiser une aire de stationnement des véhicules de secours à proximité de la réserve d'eau incendie.</p> <p>(2) Par ailleurs, il convient que l'exploitant justifie que cette réserve est remplie à 360 m<sup>3</sup> d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> (1) Demande d'action corrective (2) Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : État des stocks d'eaux-de-vie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3					
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité					
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de distillation d'alcool de bouche autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes : (...) <u>Stockage d'alcool</u>					
	<table><tr><th>Stockage d'alcool</th><th>Capacité maximale de stockage</th></tr><tr><td>Chai à Cognac</td><td>388 m<sup>3</sup></td></tr></table>	Stockage d'alcool	Capacité maximale de stockage	Chai à Cognac	388 m <sup>3</sup>
Stockage d'alcool	Capacité maximale de stockage				
Chai à Cognac	388 m <sup>3</sup>				
(...)					
<b>Constats :</b> D'après l'inventaire, daté du 12/01/2026, présenté par l'exploitant, la quantité d'eaux-de-vie présente dans le chai à Cognac est de 332,9 m <sup>3</sup> .					
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  ➔ <b>Au regard des éléments développés dans les points de contrôle précédents, l'inspection demande à l'exploitant de réduire la quantité d'eaux-de-vie présente dans le chai de vieillissement à 250 m<sup>3</sup> au maximum.</b> Cette demande fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.					
<b>Type de suites proposées :</b> Prescriptions complémentaires					

**N° 7 : Rétention du chai de distillation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention	
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les passages dans les murs sont situés au-dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts. (...)	
<b>Constats :</b> Dans le chai distillation, l'inspection a constaté la présence d'un tuyau en plastique traversant le mur extérieur sous le seuil de rétention.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  ➔ <b>L'exploitant doit s'assurer qu'aucun passage dans les murs du chai de distillation ne soit situé en-dessous du seuil de rétention interne du chai :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en condamnant le trou constaté avec des matériaux résistants au feu ;</li><li>• soit en séparant ce trou de la zone de rétention par des murets résistants au feu.</li></ul>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Maison d'habitation mitoyenne à la distillerie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement par rapport aux tiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Art. 6.2.2.1 Distances d'isolement à respecter</u>  L'installation est implantée à une distance d'au moins 10 m des bâtiments habités ou occupés par des tiers.  (...)</p> <p><u>Art. 6.2.2.2 Cas des distances d'isolement non respectées</u>  Dans le cas où les installations de distillation ne respectent pas les distances d'isolement ci-dessus, l'exploitant fait réaliser une étude de dangers (...).  Dans le cas où cette étude révèle des risques pour les tiers ou des effets domino entre les installations, l'exploitant propose des mesures de protection avec un échéancier de réalisation.  L'étude de dangers et, le cas échéant, les propositions de travaux et d'échéancier sont transmises au Préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les locaux de distillation sont mitoyens d'une maison habitée par un salarié de la coopérative et sa famille.  La mitoyenneté se fait par l'intermédiaire d'un local désaffecté d'environ 30 m<sup>2</sup>. Quelques palettes de bois sont stockées dans ce local. Des câbles électriques et des canalisations inox traversent le mur séparant ce local de la maison d'habitation.  L'exploitant n'a jamais déposé l'étude de dangers requise du fait de cette configuration.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>(1) L'exploitant doit faire réaliser et transmettre au préfet une étude des dangers liés à la mitoyenneté entre la distillerie et une maison d'habitation.</p> <p>(2) Sans attendre les conclusions de cette étude et ses propositions de mesures de protection qui pourraient en découler, l'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• installation dans l'ensemble des locaux de la distillerie d'une détection automatique incendie avec report d'alarme permettant d'avertir les habitants de la maison mitoyenne ;</li> <li>• retrait de tout dépôt de matières combustibles dans le local intermédiaire de 30 m<sup>2</sup> ;</li> <li>• retrait de tous les câbles et gaines électriques traversant le mur séparant ce local de la maison d'habitation ;</li> <li>• vérification de l'étanchéité aux gaz et aux flammes de cette paroi de séparation, et, le cas échéant, correction des défauts d'étanchéité.</li> </ul> <p>Ces mesures font l'objet d'une proposition d'arrêté de prescriptions complémentaires et devront être réalisées avant le début de la prochaine campagne de distillation.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> (1) Mise en demeure, respect de prescription (2) Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 9 : Rapport des incidents d'implosion d'alambics**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> <u>Rappel des constats de l'inspection précédente (27/11/2024) :</u> « L'exploitant a indiqué à l'inspection que le remplacement de 2 alambics de 100 hl par des alambics de 25 hl fait suite à l'implosion de ces alambics en 2023. L'exploitant n'avait pas déclaré cet incident à l'inspection. L'inspection avait alors demandé à l'exploitant la transmission d'un rapport d'incident. »
<u>Constats de la présente inspection :</u> L'exploitant a transmis un rapport d'incident à l'inspection après la présente inspection, par courriel du 28/01/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Vérification périodique des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Vérification périodique des installations électriques.</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. (...) L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Depuis la visite d'inspection précédente, l'exploitant a mis en place un suivi des observations et des actions correctives apportées par GMAO.</p> <p>Le rapport de la dernière vérification des installations électriques (intervention Apave semaine du 17/11/25 au 28/11/25) a été présenté. Celui-ci fait apparaître 9 observations résiduelles. Ce qui traduit un travail d'amélioration conséquent mené dans ce domaine au regard des nombreuses observations figurant dans les rapports précédents.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Réception et déversement d'eaux de lavage provenant d'autres installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L.541-2 et L. 541-7-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>L. 541-2</u></p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>(...)</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p> <p><u>L. 541-7-1</u></p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p> <p>(...)</p>
<b>Constats :</b> <p>Rappel des constats de l'inspection précédente (27/11/2024) :</p>

Les effluents "phytosanitaires" issus d'aires de lavage extérieures à l'établissement étaient apportés par camion-citerne sur le site de la coopérative pour y être déversés dans le réseau d'eaux usées collectif via le décanteur.

Par arrêté préfectoral du 28/01/2025, l'exploitant a été mis en demeure de cesser sans délai toute admission, dépotage et déversement d'effluents provenant d'installations extérieures à l'établissement.

**Constats lors de la présente inspection :**

L'exploitant confirme avoir cessé de recevoir au sein de son établissement les effluents provenant d'installations extérieures, comme il l'avait déclaré par courriel du 20 mars 2025 en réponse à l'inspection du 27/11/2024.

Ces effluents sont désormais expédiés vers l'établissement de l'Union Agricole Segonzac Chérac, situé à Chérac, 49 route du Cormier. L'exploitant a pu le justifier en présentant les factures et son registre des déchets sortants tenu à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Gestion des effluents de vinification**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 3.3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Les eaux, autres que les eaux pluviales et les eaux sanitaires telles que les eaux de lavage, de rinçage (alambics, sols, cuves à vin ...) ... etc. peuvent être rejetées directement dans le milieu naturel, via les réseaux d'eaux pluviales, que si elles respectent les valeurs maximales fixées au point 3.3.5 ci-dessus. Si ces eaux ne respectent pas les valeurs maximales fixées au point 3.3.5 ci-dessus, elles ne peuvent pas être rejetées directement ou indirectement dans le milieu naturel. Elles doivent être recueillies, stockées et éliminées conformément aux dispositions prévues au titre 4 du présent arrêté relatif aux déchets.

**Article 3.3.5**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées	Normes de référence (ou équivalente)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	NF T 90 008
DCO	300 mg/l	NF T 90 101
MES	100 mg/l	NF EN 872
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	NF T 90 114

**Constats :**

**Rappel des constats et suites de la précédente inspection (27/11/2024) :**

« L'exploitant dispose d'une autorisation de rejet vers la STEP collective pour les eaux usées autres que domestiques, assortie d'une convention de rejet.

L'exploitant a fourni les 10 dernières analyses de ses eaux industrielles à l'inspection. Les résultats de

ces analyses montrent que les effluents qu'il rejette vers la STEP collective ne peuvent être rejetés vers le milieu naturel, via le réseau d'eaux pluviales, car ils dépassent les concentrations maximales fixées.

L'exploitant doit :

- soit cesser de rejeter ces effluents vers la STEP et les expédier vers une installation de traitement de déchets, conformément aux dispositions de l'article 3.6.6 de son arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 ;
- soit demander une adaptation de ces dispositions, au titre de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de régulariser le rejet vers la STEP, en fournissant tous les éléments d'appréciation (...). »

Constats lors de la présente inspection :

L'exploitant continue de rejeter vers la STEP collective les eaux de lavage de son installation de vinification, sans avoir déposé de demande d'adaptation des prescriptions susvisées.

Depuis que les effluents provenant des aires de lavage extérieures à l'établissement ne sont plus déversés sur le site (cf. point de contrôle précédent), l'exploitant déclare avoir observé une nette amélioration des concentrations en macro-polluants (DCO, DBO5, MES, etc.) des effluents qu'il rejette vers la STEP collective.

Pour autant, l'exploitant déclare observer encore quelques dépassements des VLE fixées par sa convention de rejet.

Par ailleurs, l'exploitant a fait installer un équipement de pré-traitement de ses effluents (neutralisation du pH) qui n'est pas encore en service.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

➔ **L'exploitant doit :**

- soit cesser de rejeter ces effluents vers la STEP et les expédier vers une installation de traitement de déchets, conformément aux dispositions de l'article 3.6.6 de son arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 ;
- soit demander une adaptation de ces dispositions, au titre de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de régulariser le rejet vers la STEP, en fournissant tous les éléments d'appréciation mentionnés à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998<sup>1</sup> (nature des effluents rejetés ; aptitude du réseau et de la STEP collective à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions ; caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, nature et dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, etc.).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 13 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, notamment les eaux de rinçage, autre que les raisins, moûts, vins et sous-produits de la vinification, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Le stockage de moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve ou à un dispositif permettant d'assurer une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve.</p> <p>(...)</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel des suites de l'inspection précédente (27/11/2024) :</u></p> <p>« Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments permettant de justifier que chaque zone de préparation ou de stockage de vins (atelier de pressage, chai de vinification, cuves extérieures, etc.) est bien associée à un dispositif permettant d'assurer une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve (...). »</p> <p><u>Constats lors de la présente inspection :</u></p> <p>Le projet de dossier de "porter-à-connaissance" présenté (cf. point de contrôle n°1) contient les éléments permettant de justifier que le chai de vinification et les cuves de vins extérieures sont bien associées à une capacité de rétention suffisante.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Volumes d'eau prélevés**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :  
Les prélèvements d'eau sont réalisés dans les conditions suivantes :

ORIGINE	DEBIT MAXIMAL INSTANTANE	DEBIT MAXIMAL JOURNALIER (3)	DEBIT MAXIMAL ANNUEL
Réseau public d'adduction d'eau potable	/	m <sup>3</sup>	150 m <sup>3</sup>
Forage : profondeur 7 m	20 m <sup>3</sup> /h	m <sup>3</sup>	60 m <sup>3</sup>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son dossier de « porter-à-connaissance » (PAC) déposé en 2017, l'exploitant a présenté des consommations d'eau annuelles plus élevées que celles fixées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• depuis le réseau AEP : 2 600 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• depuis le forage : 2 500 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>L'exploitant effectue un relevé hebdomadaire des volumes d'eau prélevés.</p> <p>Les volumes d'eau prélevés pour l'année 2025 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• depuis le réseau AEP : 1 003 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• depuis le forage : 8 082 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Ces volumes dépassent les volumes de prélèvement maximum autorisés par l'arrêté préfectoral du 09/07/2009 réglementant l'exploitation du site, ainsi que les consommations maximales d'eau présentées dans le dossier PAC de 2017.</p> <p>L'inspection considère que les volumes de prélèvement maximum prescrits sont inadaptés aux volumes d'activités autorisés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>➔ L'inspection invite l'exploitant à formuler, au travers du dossier de "porter-à-connaissance" attendu (cf. point de contrôle n°1), une demande d'adaptation, au titre de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des prescriptions relatives aux volumes maximums d'eau prélevés annuellement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Déclaration annuelle de l'eau souterraine prélevée

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>- (...)</p> <p>- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors (...) que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an ;</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne déclare pas annuellement le volume d'eau souterraine prélevé alors que celui-ci est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>➔ L'exploitant doit déclarer sur l'application GEREP, avant le 31 mars de chaque année, le volume total d'eau souterraine prélevé dans l'année précédente.</p>

Pour cela, l'exploitant doit au préalable se créer un compte Cerbère en suivant la procédure détaillée à l'adresse <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere</a> puis solliciter l'inspection pour disposer des droits GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois